

**Maison Heinrich Heine
Paris - 16 mars 2016**
« L'Europe face aux défis du XXIème siècle »
Pascal Lamy

Nous devons notre rencontre de ce soir, à Christiane qui vient d'introduire le thème de notre débat et à Ute, mon assistante personnelle qui ont en commun une persévérance à toute épreuve héritée sans doute de leur culture d'origine, et qui se distinguent toutes deux par leur grand professionnalisme. Grâce à leur inlassable opiniâtreté, elles ont réussi la prouesse, au bout d'un an de tractations, de concilier nos agendas et de nous réunir ce soir à la Maison Henri Heine Du fond du cœur, je remercie Christiane et Ute qui est aussi l'assistante de Jacques Delors, pour leur ténacité dans l'initiative.

Le sujet de ce soir est d'une ampleur telle que nous ne pourrons l'aborder que de manière impressionniste dans le temps imparti.

Dans les turbulences que nous traversons en ce moment, nous tenterons de savoir si, de fait, l'Europe est capable de faire face aux défis de notre siècle. Pour répondre à cette interrogation, je propose de partir de la réalité des opinions des pays membres de l'Union européenne et de comparer l'évolution de l'état d'esprit des citoyens des 28 pays sur dix ans grâce aux sondages que la Commission européenne ou du Parlement européen ont réalisés avec régularité et précision de 2005 à 2015. De ces sondages ressortent deux informations dominantes dont la première rassure un peu et la seconde inquiète pas mal. La première information concerne le bien-fondé de l'appartenance de leur pays à l'Union européenne : 55 % de voix s'expriment en faveur de cette idée, sans enthousiasme mais avec constance sur cette période, 15% des voix donnent une opinion négative et 30% ne se prononcent pas.

A la question portant sur la capacité de l'Europe à relever les défis du futur, la réaction des citoyens, positive en 2005, s'est considérablement dégradée en 2015. Le nombre d'optimistes a baissé de 15%

et celui de pessimistes a augmenté de 15% L'écart entre les deux groupes d'opinion a chuté de deux tiers, passant de 45% à 15% de réponses positives. Il est important d'abord d'analyser les raisons de cette dérive inquiétante puis de réfléchir aux moyens de la corriger.

Première raison majeure: l'Europe, secouée par la crise économique mondiale, a cessé de tenir ses promesses. Une Europe qui n'est pas à la hauteur de ses engagements et qui ne produit pas de résultat perd une partie de sa légitimité auprès des opinions.

La seconde raison, plus complexe, et d'ordre plus intellectuel vient de ce que nous avons, dès le départ, ignoré la dimension *anthro-politique* de la construction européenne.

Pendant des décennies, l'Europe fut perçue comme garante de prospérité, de sécurité, de bien-être et de paix par les Européens et tous ceux qui aspiraient à la rejoindre, de part et d'autre du rideau de fer. De fait, pendant plusieurs décennies, les mécanismes de la construction européenne furent associés à l'accroissement du bien-être, de la croissance et de la stabilité, pour un continent européen qui devait se reconstruire après s'être relevé de ses cendres.

Or depuis quelques années, un mouvement inverse s'est amorcé. L'Union européen n'a pas retrouvé le niveau de vie qu'elle avait avant la crise de 2007 qui, à tort ou à raison, fut en partie attribuée aux dysfonctionnements des mécanismes spécifiquement européens, parmi lesquels l'union économique et monétaire. Quant à la sécurité, nous avons tous présents à l'esprit les événements d'Ukraine et bien sûr le drame de la Syrie avec, comme effet immédiat, l'afflux des réfugiés qu'une partie de l'opinion associe, à tort à ou raison, à la menace terroriste. Il est clair que l'Union européen a manqué à son premier devoir politique d'assurer la sécurité de ses confins, sinon de ses frontières. Les raisons les plus communément invoquées pour expliquer l'incapacité de l'Europe à produire des résultats proviendraient des erreurs qu'elle aurait accumulées, à commencer par la construction de l'union économique et monétaire, dont Jacques Delors disait à l'époque qu'elle était très monétaire et fort peu économique. Autre erreur supposée, le Traité de Schengen

qui a consisté à démanteler les frontières intérieures dépourvues d'utilité, sans créer la frontière extérieure, ni sur un plan technique ni même symbolique. Sur le plan financier, les banques dont on avait encouragé l'interdépendance possédaient toutes dans leurs portefeuilles des obligations grecques et quand survint l'effondrement financier de la Grèce, il fallut créer, à la hâte, une union bancaire qui n'existe pas.

Je ne partage pas l'analyse communément accréditée, selon laquelle nous nous serions enferrés dans une succession d'erreurs. Que l'on soit resté au milieu du gué de l'Union économique et monétaire, et de Schengen ou que l'union bancaire n'ait jamais vu le jour ne relèvent pas de l'erreur mais de la méthode même de mise en place de ces systèmes. L'Union européenne se construit à coup de compromis entre les dirigeants des États membres. Le compromis, intrinsèque à la construction européenne, souvent imparfait, souvent insatisfaisant, demeure inévitable. Ce sont les dirigeants des États membres, toujours tributaires de leurs opinions, qui décident de ce qu'il faut concéder au niveau européen et conserver au niveau national. Il faut garder présent à l'esprit que la construction européenne est portée par des États dépositaires d'une histoire ancienne et habités par une conception fondamentalement souverainiste, celle de l'État Nation créé par le Traité de Westphalie en 1648. C'est pourquoi le processus de la construction européenne, si complexe, ne peut se faire que pas à pas. Il n'est pas surprenant que les citoyens aient attribué les faillites récentes de l'Europe aux modalités de sa construction et qu'ils aient développé à son égard une hostilité grandissante.

La deuxième raison de la dégradation de l'image de l'Europe auprès de citoyens serait d'ordre *anthro politique*.

Il faut remonter au temps de la construction européenne où les Pères fondateurs, tels les alchimistes en quête de la pierre philosophale, imaginaient pouvoir un jour transformer la pierre de l'intégration économique en plomb de l'intégration politique. Créer des solidarités de fait fut le fameux pari de Schumann. L'intégration des systèmes économiques et sociaux, à commencer par les

systèmes de production, celle du charbon et de l'acier au départ, conduirait, par l'ascension graduelle d'une sorte d'échelle de Jacob, à l'intégration politique.

Mais cette matrice idéologique contenait un vice de conception puisqu'on le constate aujourd'hui, ce raisonnement n'a pas été validé dans les proportions attendues. Il n'y a pas de δεμος européen, il n'existe pas d'espace qui aurait été investi par un peuple européen; pas plus qu'il n'existe de sentiment d'appartenance ni de contrôle politique de cet espace dans lequel s'inscrit pourtant la réalité de notre intégration économique. Comme le démontrent bon nombre d'exemples récents, nous sommes intégrés de fait, mais nous ne sommes pas intégrés dans la fiction d'un espace politique commun. Quand Madame Merkel, pour qui j'ai, par ailleurs, la plus grande estime, joue cavalier seul et décide de sortir du nucléaire, sans préavis ni concertation avec les autres chefs de gouvernements européens, la Chancelière illustre parfaitement la discordance entre la réalité de l'intégration économique et celle de l'intégration politique. De même, lorsque David Cameron décide de la tenue d'un référendum au sujet de la sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne, il fait courir à l'Europe le risque immense de lui faire perdre 15% de son poids économique, 25% d'influence et 50% de sa pertinence historique. Ces deux cas démontrent que le rêve de l'intégration politique à partir de l'intégration économique ne s'est pas réalisé; c'est une analyse cruciale à retenir pour la suite. Les historiens et les politologues qui ont tenté de situer cette rupture dans le temps, avancent l'hypothèse que l'Europe se serait heurtée au plafond de verre de sa légitimité, au moment de la chute du Mur de Berlin. Nous avons mis en route un processus complexe dont nous avons omis d'étudier, d'anticiper et d'appréhender les mécanismes symboliques, ceux qui participent de l'imaginaire et de l'identité.

La première piste pour que les réalités soient étayées par des fictions serait de consentir à aborder l'intégration européenne par la face Nord, celle de l'anthropologie, de l'imaginaire, des symboles et cesser de vouloir accéder au sommet en empruntant la pente douce de la face Sud, celle de l'intégration des systèmes de production et éventuellement des systèmes de production. Il nous faut analyser et comprendre ce qui nous rassemble et ce qui nous sépare dans notre Union et renoncer à

la facilité de la formule insipide de " l'Unité dans la diversité", cet oxymore rebattu dont tous les anthropologues sérieux se gaussent. Certaines approches allemandes furent tentées pour aborder cette question, comme la notion de patriotisme constitutionnel, qui, si elles répondent à une partie de la tradition politique et intellectuelle allemande, demeurent totalement incompréhensibles aux intellectuels français.

Pour revenir aux suggestions concrètes, je propose la création dans un certain nombre d'universités européennes de bon niveau de chaires d'anthropologie européenne pour former des spécialistes qui étudient, non plus les tribus perdues du Pacifique, mais les Européens du "limes", ceux des confins autant que ceux du centre. Des anthropologues qui cherchent à comprendre ce que les Européens ont de commun et de différent lorsqu'ils assistent à un match de football, lorsqu'ils commémorent des événements, lorsqu'ils font leurs courses. Tout ce que nous apprendrions de ces études nous aiderait peut-être à mieux saisir la manière dont les peuples européens réagissent à la nécessité de sortir d'une attraction nationale pour aller vers un espace post-national.

Autre proposition concrète : réinventer un narratif européen qui parle aux générations d'aujourd'hui et de demain. Lorsque j'explique à mes petits enfants qu'il faut continuer d'œuvrer pour l'union des Français et des Allemands, je lis une profonde perplexité dans leur regard. Pour eux, des figures comme de Gaulle ou Churchill se situent dans leur chronologie personnelle, juste après Jeanne d'Arc, elle-même contemporaine du diplodocus. Aussi inconcevable que cela nous paraisse, nous devons nous faire à l'idée que le narratif d'origine, extrêmement puissant, celui de la paix dont nous avons été abreuvés, ne fonctionne plus. Il faut donc inventer un nouveau narratif en relation avec ce qui constitue l'identité européenne, dans un monde qui va continuer de se globaliser à grande vitesse et qui comporte beaucoup d'autres modèles identitaires. C'est en observant l'Europe de l'extérieur, et en écoutant les commentaires de mes interlocuteurs non européens que m'est venue l'idée d'un nouveau narratif qui parle aux jeunes générations. Un grand diplomate singapourien me déclara un jour, au cours d'une de nos conversations que la mission de l'Europe était de civiliser le monde. Couplant court à ma protestation, il convint avec moi que la colonisation

ne fut pas le meilleur exemple de monde civilisé, pour aussitôt ajouter que la civilisation européenne restait néanmoins la plus désirable. C'est celle qui correspond le plus à l'idée que les humains d'aujourd'hui se font d'une certaine forme de bonheur parce qu'elle représente une équilibre inconnu ailleurs entre les libertés individuelles, les systèmes de solidarité collective, une certaine sensibilité culturelle, une conscience écologique sans doute plus élevée qu'ailleurs, et un modèle d'économie sociale de marché plus intolérant aux inégalités. Nous savons que la globalisation va se poursuivre sous l'effet du moteur de la technologie, et qu'elle va continuer à réduire la pauvreté mais aussi à accroître les inégalités. Or le sujet des inégalités ne relève plus uniquement de la morale et de la politique, mais aussi de l'économie puisque les économistes considèrent désormais que l'augmentation des inégalités met un frein à la croissance. Les économistes ont depuis longtemps décrit le phénomène selon lequel les très riches dépensent beaucoup moins proportionnellement à leur revenus ou à leur fortune que les très pauvres.

En plus de changer de narratif dans cette direction, il faut poursuivre les pistes concrètes pour accélérer la constitution de cet espace que les peuples européens se seraient approprié – le démos – et contrecarrer dans les esprits la vision d'une Europe incapable de produire des résultats et de tenir ses promesses : qu'il s'agisse d'instaurer l'impôt sur les sociétés européennes ou de réussir la transition énergétique. On ne peut exclure que de leader idéologique pendant trente ans en matière de changement climatique l'Europe réussisse à s'imposer comme leader économique.

L'institut Jacques Delors a lancé l'an dernier, l'idée d'un Erasmus pro, selon des modalités identiques à celles du programme Erasmus, pour relancer l'apprentissage dans une période où de nombreux pays européens souffrent d'un chômage des jeunes alarmant.

Durant les trente dernières années, l'Europe a perdu une partie de la place qu'elle tenait à la frontière de la technologie au profit des Américains. Pour enrayer cette régression dommageable, nous devons repenser la manière dont nous investissons dans l'innovation, les technologies d'avenir, qu'il s'agisse du génie génétique, des nanotechnologies, de l'intelligence artificielle, ou des nouvelles techniques de visualisation. Le rapport du capital risque entre ce que les États Unis et

l'Europe investissent en ces domaines étant de 1 à 5, il ne faut pas s'étonner que les GAFA prospèrent aux États-Unis et ce déséquilibre risque de s'accentuer encore davantage dans les vingt prochaines années si nous ne réagissons pas.

Il pourrait aussi s'agir du marché intérieur des services, décidé en 1985 lorsque Jacques Delors a lancé le marché intérieur, mais resté inachevé. Or si nous comparons la productivité de l'économie européenne par rapport à celle de l'économie américaine, ce n'est pas dans l'industrie que nous péchons mais précisément dans les services alors que nous pourrions bénéficier d'un avantage théorique sur les Américains, avec nos 500 millions de consommateurs, si notre marché était unifié. Ces immenses réserves de productivité recèlent de considérables gisements de croissance.

Le succès de tous ces chantiers potentiels repose en large part sur la solidité du couple franco-allemand, indispensable clé de voute que certaines déclarations et décisions ont pu mettre à l'épreuve parfois. Nous sommes tous convaincus ici que s'il arrive aux Français et aux Allemands de diverger sur un certain nombre de sujets, ils restent le seul moteur capable d'entrainer l'Union européenne. D'ailleurs il est intéressant de relever que cette alliance est vécue par les Allemands comme un carcan, un attelage forcé, tandis que les Français en ont une perception plus sentimentale, presque romantique. Ces deux conceptions opposées illustrent bien ces différences qui nous obligent sans cesse à trouver des compromis entre la préférence allemande pour la discipline et le penchant des Français pour la solidarité. C'est la convergence de ces deux idéaux, davantage de discipline conjugué à plus de solidarité qui constitue le creuset de la civilisation européenne que nous voulons construire et léguer à nos petits-enfants.

Il semble que la Commission Juncker s'engage dans une direction plus favorable à l'intégration européenne que la précédente. Il ne suffit pas de mettre des propositions sur la table, ce qui est la mission première de la Commission; encore faut-il avoir l'art et la manière de les accommoder de sorte qu'elles agrémentent les 28 États membres.

Aujourd'hui l'inextricable problématique des flux migratoires constitue pour l'Europe un défi redoutable, en même temps qu'une occasion unique pour les 28 membres de réfléchir et de prouver à quelles valeurs, à quelles responsabilités ils sont réellement attachés. Pourquoi cette solidarité proclamée n'est souvent que de façade ? parce qu'il n'existe pas de mécanisme de *accountability*, de redevabilité européenne qui permette de contrebalancer la prégnance du niveau local.

Il n'en demeure pas moins qu'aucun des grands défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui ne peut trouver de solution nationale. Qu'il s'agisse de la problématique russe, ou syrienne, de la crise des migrants, de la question de la recherche et de l'innovation, rien n'est plus simple de démontrer que dans un monde en perpétuelle mutation, il n'existe pas de réponse nationale de meilleure qualité que la solution européenne. Faisons-nous mieux ensemble que séparément ? Voilà l'idée force à mettre au cœur du narratif à inventer pour les nouvelles générations et au cœur des débats non plus seulement des politiques ou des intellectuels mais aussi de ceux du commun des mortels pour ouvrir la voie d'un raisonnement sinon vers la supranationalité, du moins vers une certaine forme de post-nationalité.

Je suis de ceux qui pensent que nous nous donnerons les moyens de relever ce formidable défi pour la simple raison que le possible devient nécessaire et que la nécessité finit toujours par prévaloir, à l'échelle de l'Europe comme à celle du monde. Le monde de demain présente de nombreuses similitudes avec l'Europe des années 60 : son intégration est en marche du point de vue des systèmes de production, sous l'effet des progrès de la technologie, et de l'écrasement des coûts de la distance dans la répartition des activités productions.

Reste ouverte la grande question de savoir si cette intégration économique produira ou non une intégration politique capable de réduire les tensions, les antagonismes et les frustrations et de procurer davantage de bien-être, mais de synergie et de convergence.

De la capacité de l'Europe à ouvrir la voie et à montrer au monde ce qui se joue dans cette interaction entre l'intégration économique et l'intégration politique dépendra le sort de la planète.

Parce que nous sommes en avance sur la perception de cet enjeu, notre responsabilité d'abord européenne deviendra globale, pour abonder dans le sens de Jean Monnet pour qui la construction européenne n'était qu'une étape vers l'organisation du monde de demain.

Merci pour votre attention.